

# SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Juillet 2013

L'Essentiel

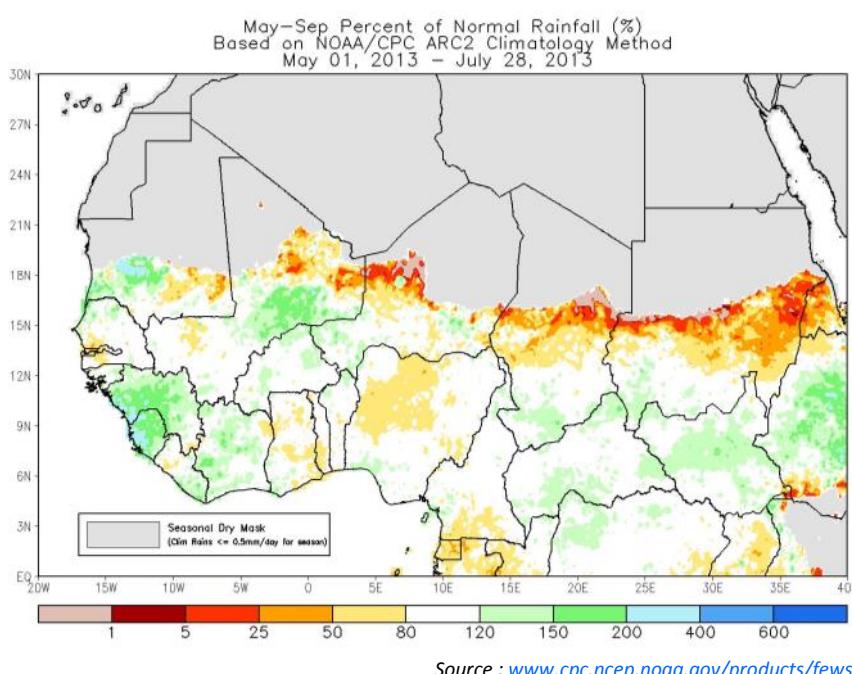
- ▽ Retard dans le démarrage de la campagne agricole suite à l'arrivée tardive des pluies
- ▽ Hausse du nombre de réfugiés au Nigéria, de déplacés en Guinée, retour des déplacés au Mali
- ▽ Situation alimentaire préoccupante en Guinée Bissau suite à l'échec de la campagne de noix de cajou
- ▽ Prix du mil anormalement élevé au Niger

## Une saison des pluies tardive avec des précipitations fortes à modérées

La situation pluviométrique au cours du mois de juin 2013 a été caractérisée par le maintien de l'activité de mousson sur l'Afrique de l'Ouest occasionnant des pluies fortes à modérées sur l'ensemble du Sahel (Bulletin mensuel n°2 -Agrhytem). Comparées à la moyenne des trente dernières années, les cumuls saisonniers sont excédentaires au centre et nord-est du Mali, le sud-est de la Mauritanie, en Guinée, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Des déficits

pluviométriques sont observés sur les parties du nord du Nigeria, le nord du Mali, l'ouest du Sénégal, le centre et le nord du Ghana, le nord-ouest du Niger (figure 1). Toutefois, il reste prématuré de faire des prévisions de l'impact de ces retards de pluies sur les rendements agricoles, à ce stade de la campagne.

Figure 1 : Cumul pluviométrique par rapport à la normale en Afrique de l'Ouest du 1er mai au 28 juillet



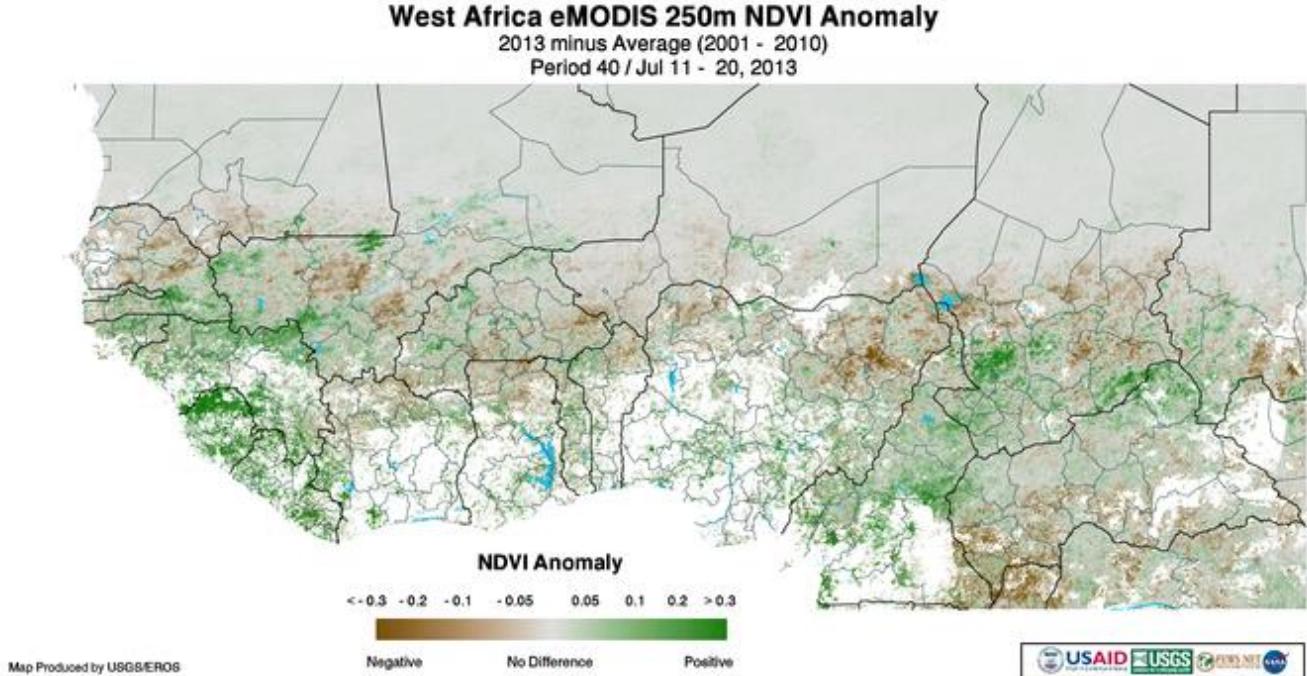
**Lecture de la carte :** La carte compare les pluies reçues entre les mois de mai et de juillet dans la région par rapport à la moyenne des précipitations des 30 dernières années exprimé en pourcentage. On peut considérer le déficit de pluie par rapport à la normale si en dessous de 100 % (couleurs jaune-rouge) et à l'inverse pour l'excédant (couleurs vert -bleu).

# Une saison des pluies tardive avec des précipitations fortes à modérées (suite)

Avec l'installation tardive de la saison des pluies dans certaines régions, la situation hydrologique au niveau des bassins fluviaux a été caractérisée par des écoulements intermittents durant le mois de juin. A la fin de la dernière décennie de ce mois, on a assisté à un début des écoulements au niveau de la majeure partie des cours d'eau non

permanents des zones soudanaises et soudano-sahélienne. Sur les cours d'eau pérennes non régularisés, une légère montée des eaux s'est amorcée au niveau de la plupart des stations marquant ainsi la fin de l'étiage.

Figure 2 : Anomalie de l'indice de végétation en Afrique de l'Ouest du 11 au 20 juillet 2013



La figure 2 présente les anomalies de densité de végétation en comparaison à la moyenne de 2001-2010. Au mois de juillet, on observe un déficit de végétation au Sénégal, au sud du Mali, au Burkina, au sud du Niger et au nord du Nigéria. Les zones de déficit

de végétation correspondent au cumul pluviométrique observé dans la région et confirment l'arrivée tardive des pluies dans la région. La campagne agricole commence donc à s'installer dans la plupart des pays de la région, avec retard dû à l'irrégularité des pluies qui sont tombées jusqu'à présent.

## Risque d'apparition du criquet pèlerin dans les zones au nord du Sahel

Des populations de Criquet pèlerin sont en cours de déplacement de leurs zones de reproduction printanière vers celles d'été. Suite à une bonne reproduction printanière, on s'attend à ce que les effectifs acadiens initiaux soient plus élevés au début de cet été comparés aux années précédentes. Il est donc important que les prospections commencent dans les zones de reproduction estivale et continuent de façon régulière pour suivre la situation. De petits groupes d'ailés continuent à se former au sud des monts Atlas, au Maroc et en Algérie, ainsi que dans le centre-sud de la Libye. Des groupes

supplémentaires et peut-être quelques petits essaims vont probablement se former à partir de toute infestation non détectée ou traitée et se déplacer au sud, où ils se disperseront dans le nord de la zone Sahélienne du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad au cours des prochaines semaines. Des pontes auront lieu avec le début de la saison des pluies et une génération de reproduction entraînera une augmentation des effectifs acadiens pendant l'été ([FAO](#)).

## Situation des déplacements de population dans la région

**Mali - retour amorcé des déplacés :** Les retours des déplacés et des réfugiés se poursuivent dans les régions du nord mais pas encore de façon massive. L'OIM, à travers les points de suivi des mouvements de population, a rapporté qu'au 30 mai, 31 384 personnes ont déclaré retourner dans leur région d'origine. Selon le HCR, 8 148 réfugiés retournés de façon spontanée ont été enregistrés par les acteurs humanitaires et les autorités dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou entre le 25 juin et le 12 juillet. Des mouvements significatifs de retours ont été rapportés par les acteurs humanitaires

au cours des dernières semaines cependant les chiffres consolidés ne sont pas encore disponibles. Selon le cluster protection, la situation dans les zones de retour est calme et en général les retournés ont exprimé leur intention de rester dans leurs communautés d'origine.

Le nombre de personnes déplacées à cause de la crise était estimé au 4 juillet à 527 384 personnes dont 352 455 à l'intérieur du pays et 174 394 dans les pays voisins ([OCHA : Rapport de situation n° 36 et 37](#)).

## Situation des déplacements de population dans la région (suite)

**Nigéria - situation toujours instable :** la SEMA, agence chargée de la gestion des urgences de l'état de Bauchi (nord du Nigéria), a confirmé la présence de 910 personnes déplacées internes (environ 200 ménages) dans la ville de Dambam provenant principalement des états de Yobe et Borno. Concernant les mouvements transfrontaliers, des rapports indiquent qu'en plus des 6 200 personnes (environ 1 300 ménages) qui se sont abrités au Niger, 8 100 Nigérians ont traversé la frontière pour chercher refuge au

nord du Cameroun. A ce jour, le HCR et les autorités du Cameroun ont enregistré 3 500 réfugiés dont 60 % de femmes et 40 % d'hommes. De nouvelles arrivées en provenance de l'état de Borno (nord-est du Nigéria, un des trois états en état d'urgence avec Yobe et Adamawa) sont enregistrées quotidiennement.

Au Cameroun, des constructions de site ont commencé pour abriter les réfugiés dans la localité de Minawao, à 130 km à l'est de la frontière avec le Nigéria (OCHA).

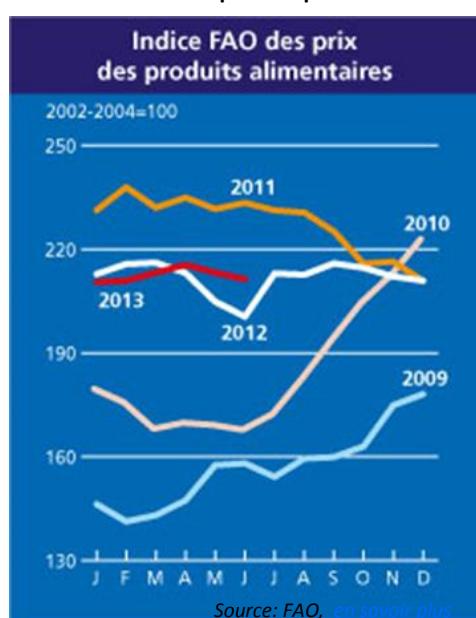
**Guinée - affrontements intercommunautaires à N'Zerekore :** des affrontements violents entre membres des tribus Guerze et Konianke à Koule, à 45 km de N'Zerekore ont éclaté dans la nuit du 14 au 15 juillet 2013. Ils ont occasionné la mort d'au moins 57 personnes et plus de 242 personnes ont été blessées. Plusieurs centaines de personnes ont trouvé refuge dans les camps militaires

de N'Zerekore et Beyla. On compte également 3 538 déplacés dans les environs de N'Zerekore. Cependant, la situation précaire et volatile ne permet pas de faire une évaluation synthétisée. Les organisations sur place ont entrepris des actions urgentes pour répondre aux besoins en vivres et en médicaments des populations. Une mission d'évaluation inter-agences est planifiée (HCR/PAM).

## Indice FAO plus élevé que l'an passé mais prix des céréales et de l'huile en baisse

L'**Indice FAO des prix des aliments** s'est établi en moyenne à 211,3 points en juin 2013. Il est ainsi en retrait de presque 2 points (1 pour cent) par rapport à la valeur révisée de mai, mais dépasse de près de 11 points le niveau enregistré en juin 2012. Le recul du mois dernier est dû à une baisse des prix du sucre et, surtout, des produits laitiers, ainsi qu'à un fléchissement des prix des céréales et des huiles. En revanche, les prévisions les plus récentes indiquent que les prix internationaux de la viande ont progressé de 2 pour cent en juin.

Figure 3 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



**L'Indice FAO des prix des céréales** atteignait en moyenne 236,5 points en juin, soit 2,5 points (1 pour cent) de moins qu'en mai, mais 14 points de mieux qu'un an auparavant. Le recul des cours internationaux des céréales s'explique principalement par des prévisions tablant sur des récoltes exceptionnelles.

Les prix du blé sont ceux qui ont baissé le plus en raison de la pression saisonnière des récoltes engrangées dans l'hémisphère Nord. Cependant, compte tenu d'une offre tendue, les cours des principales céréales secondaires devraient résister jusqu'en octobre, date de début des récoltes de cette année.

En juin, les **cours mondiaux du riz** ont été marqués par une baisse qui tend à s'amplifier en raison des bonnes récoltes asiatiques et des perspectives d'excédents exportables. La probable inflexion de la politique thaïlandaise devrait peser lourd aussi sur les orientations des cours mondiaux dans les prochains mois. Le gouvernement thaï, après avoir annoncé une réduction du prix d'intervention, semble faire machine arrière et cherche à se défaire de ses stocks pléthoriques pour financer, et sauver, son programme des prix hypothécaires. L'équation sera cependant difficile à résoudre.

Outre les pressions internes, la situation internationale est peu favorable aux exportateurs : abondance des disponibilités d'exportation et une demande mondiale d'importation qui devrait reculer en 2013. L'attitude du gouvernement thaïlandais sera cruciale pour le marché mondial (Osiriz, mai 2013 n°112).

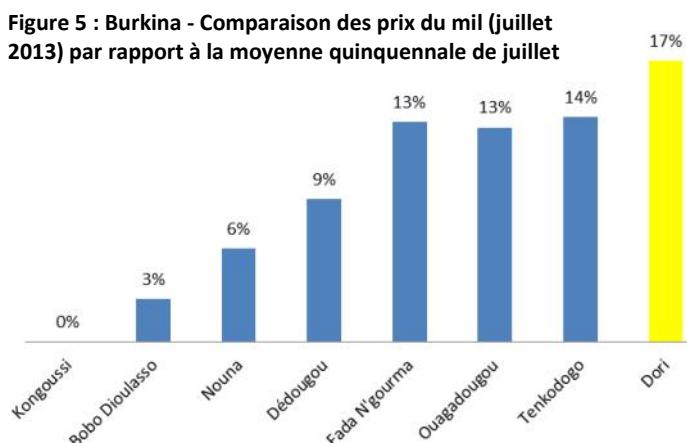
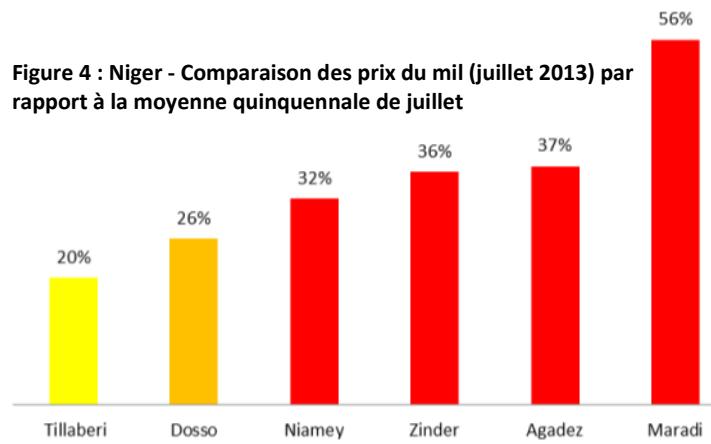
## Prix du mil élevés au Niger, impact de la crise nigériane, forte demande liée au Ramadan

Au Niger, à l'exception de Niamey, les prix du sac de mil en juillet, comparés au mois passé, connaissent des hausses comprises entre +7 % à Zinder et +15 % à Maradi et Tillabéry. En revanche, de légères baisses ont été enregistrées sur les prix du sac de sorgho à Maradi -2 % et à Niamey -4 % et sur le maïs à Maradi -4 % et à Niamey -5 % (Afrique Verte). Ce léger recul des prix pourrait être dû à l'installation de l'hivernage et aux conditions agricoles plutôt favorables qui favorisent la mise sur le marché des stocks importants issus des bonnes récoltes de la saison précédente par les grands producteurs à un moment où ces derniers doivent couvrir les coûts de la campagne agricole (intrants, main d'œuvre). Les ventes de mil et de maïs à prix modérés et distributions gratuites ciblées du Gouvernement expliquent en partie ces baisses (Albichir N°44). Il faut noter cependant que les prix restent tout de même très élevés comparés à la normale (Figure 4) avec des niveaux supérieurs à leurs moyennes des cinq dernières années (2008 – 2012) respectivement de +25 % et +21 % pour le sorgho à Maradi et Niamey et +18 % et +11 % pour le maïs (GIEWS).

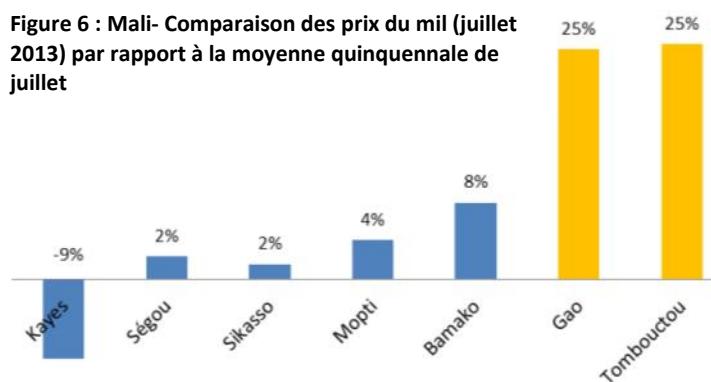
Au Burkina, au niveau national, les prix des céréales sèches sur la majorité des marchés suivis connaissent une hausse généralisée au mois de juillet, comparés à leur niveau du mois de juin passé. Deux facteurs sont à l'origine de cette situation, avec d'une part l'augmentation de la demande liée à la période de Ramadan, et d'autre part les difficultés d'accès aux marchés situés en zones excédentaires qui ont commencé avec l'installation de l'hivernage. Ainsi à Ouagadougou, au mois de juillet, les prix des céréales sèches enregistrent des hausses de +8 % pour le mil, +19 % pour le sorgho local et +11 % pour le maïs (Afrique Verte). Avec la baisse de la production au Nigeria suite aux inondations de la campagne 2011 - 2012, les pays du bassin central, notamment le Burkina Faso, sont devenus une source d'approvisionnement importante pour le Niger et le nord du Nigeria. Par conséquent, avec l'augmentation

Au Mali, la tendance des prix des céréales sèches est à la stabilité en dehors du mil qui connaît une hausse en raison de la plus forte demande liée à la période de Ramadan. Ainsi, pour le mois de juillet, les prix du mil enregistrent une augmentation de +3 % à Bamako, +6 % à Kayes et Sikasso, +5 % à Mopti et +11 % à Gao. Tombouctou, en revanche, connaît une stabilité des prix du mil et du sorgho. En outre, pour le riz qui représente la denrée la plus consommée dans cette région, les prix sont à la baisse de -9 % pour le riz local et -13 % pour le riz importé. Cette atténuation des prix est due en grande partie à l'amélioration des flux commerciaux en provenance du sud du pays (Afrique Verte).

Au Tchad, la disponibilité des stocks et le fonctionnement des marchés dans la bande sahélienne sont normaux. La bande soudanienne est cependant caractérisée par la faiblesse des stocks commerçants et des importations atypiques en provenance de la République centrafricaine et du Cameroun. Concernant les prix, en zone sahélienne seul le mil connaît une hausse significative des prix. Pour la zone soudanienne, toutes les céréales connaissent des hausses normales pour la période comprises entre +5 % et +15 %. Cette hausse des prix des céréales est due à la forte demande résultant de l'épuisement des stocks familiaux en période de soudure et à la période de Ramadan. Pour atténuer cette hausse des prix l'Office National de la Sécurité Alimentaire (ONASA) a distribué des vivres ainsi que subventionné la vente de céréales.



progressive des prix au Burkina Faso, il est à craindre une transmission de cette hausse aux marchés de destination que sont le Niger et le Nigeria qui connaissent également une forte demande liée à la période de Ramadan.



En Guinée Bissau, selon les résultats provisoires de l'enquête marchés du PAM (mai 2013) sur 10 marchés ruraux (Begene, Ingore, S. Domingos, Bissora, Bula, Gabu, Pitche, Sonaco, Buba et Mansoa), le principal obstacle à l'accès alimentaire des vulnérables est le faible pouvoir d'achat causé par la mauvaise campagne de cajou qui représente la principale source de revenu pour 80% de la population (PAM, 2010). De l'avis des commerçants en céréales, la principale difficulté dans la conduite de leurs activités est le faible accès au financement à cause des mesures dissuasives des banques (ouverture d'un compte régulièrement approvisionné, garanties immobilières, etc.). La faiblesse de la demande des ménages pousse les commerçants à détenir des stocks de riz importé et d'huile végétale généralement inférieurs à leur capacité réelle de stockage.

# Impact sur la sécurité alimentaire

**En Guinée Bissau,** la situation alimentaire des ménages continue de s'aggraver suite à la mauvaise campagne de commercialisation et la chute des prix de la noix de cajou qui entraînent une perte d'accès alimentaire des ménages. D'après le PAM, 48 % de la population est confronté à un déficit alimentaire important ; les ménages se sont engagés dans des stratégies d'adaptation négatives à savoir la vente du bétail et le saut de repas journaliers. La situation exige une intervention d'urgence.

**Au Burkina Faso,** une mission d'évaluation conjointe sur les réfugiés maliens dans les sites de Bobo-Dioulasso, Sag-nioniogo, Mentao et Goudebou a été conduite par le PAM et le HCR courant mai 2013. Les résultats montrent que 15 % des ménages réfugiés interrogés ont une consommation alimentaire pauvre ou limite contre 13 % dans la population hôte. Les taux de malnutrition calculés lors de l'Evaluation de l'état nutritionnel selon la méthodologie SENS (Standardised Expanded Nutrition Survey) dans les camps des réfugiés maliens au Burkina Faso sont élevés mais ne dépassent pas les seuils critiques sauf à Goudebou où les taux sont particulièrement alarmants (MAS : 5,3 %, MAM : 19,1 %). Les taux d'anémie parmi les personnes interrogées dépassent le seuil critique de 40 % dans tous les camps. A Goudebou, on note une plus grande précarité chez les réfugiés : 22 % des personnes interrogées n'ont pas une consommation alimentaire adaptée à leurs besoins. Parmi les problèmes soulevés par les réfugiés du site de Goudebou pour expliquer cette situation, figurent les changements d'habitudes alimentaires, l'éloignement du bétail, une réponse humanitaire tardive et l'éloignement des marchés.

Du côté de la population hôte vivant autour des sites, les programmes de soutien aux réfugiés ont des effets positifs et entraînent, entre autres, une plus grande disponibilité des vivres distribués par les humanitaires, une augmentation de la disponibilité en eau grâce aux infrastructures de base construites dans les camps et des créations d'emploi dans les camps. Cependant, il faut noter une augmentation des prix de certaines denrées de base, une pression sur les ressources naturelles et des conflits entre éleveurs et agriculteurs qui risquent de s'accentuer en période d'hivernage.

**Au Tchad,** le HCR et le PAM ont conduit une évaluation pour apprécier la situation alimentaire actuelle des 22 131 réfugiés centrafricains relocalisés dans le camp de Belom, à Maro dans le sud du Tchad. D'une manière globale, la situation de sécurité alimentaire est plus préoccupante chez les nouveaux réfugiés arrivés au Tchad en janvier et mars 2013 (71,2 % de ceux enquêtés sont en situation d'insécurité alimentaire) comparée aux anciens réfugiés (présents depuis 2002, 2008 et 2009) de Belom site 1 et de Belom site 2 (respectivement 41% et 38 % en insécurité alimentaire).

Il se dégage que le faible accès aux terres agricoles (superficie limitée et pauvreté des sols), la pauvreté, la faible diversification des moyens d'existence et la pratique des AGR non durables sont les causes principales de l'insécurité alimentaire des réfugiés centrafricains installés à Belom. L'épuisement des stocks actuels au niveau des ménages et la hausse des prix des denrées de base pourraient contribuer à une dégradation rapide de la situation alimentaire dans le court et moyen terme.

L'évaluation recommande la mise en œuvre d'activités de distribution générale de vivres à l'ensemble des nouveaux réfugiés, de promotion d'AGR et d'appui à l'agriculture.

D'après la réunion du comité technique du Cluster Sécurité Alimentaire du Tchad tenue en juillet, la sécurité alimentaire des ménages dans la zone sahélienne est relativement stable. Les ménages les plus pauvres éprouvent cependant des difficultés d'accès alimentaire. En revanche dans la zone soudanienne, la situation évolue vers un début de situation alimentaire sous stress à cause de l'épuisement des stocks familiaux et le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs comme la vente du cheptel familial.

**Au Ghana,** le bulletin de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle de mai 2013 rapporte que le prix du panier alimentaire dans la majorité des régions suivies est en baisse ce qui facilite l'accès des ménages les plus pauvres. Toutefois, les ménages des régions de l'*Upper East* et *Upper West* font face à une hausse des prix qui pourrait détériorer leur situation alimentaire. Dans ces mêmes deux régions, les stocks des ménages sont faibles ce qui présage une période de soudure difficile pour les ménages les plus pauvres. La malnutrition reste inquiétante dans la *Northern Region*.

## VULNERABILITÉ AU NIGERIA

L'Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (CFSVA) du Nigéria fournit une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire à travers le pays. Elle offre aux décideurs des informations opportunes et pertinentes qui aideront le ciblage des interventions. Les principaux résultats de l'étude sont listés ci-dessous :

- ◆ L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont intrinsèquement liées. 29 % des ménages les plus pauvres ont des régimes inacceptables (9 % pauvre et 20 % limite) contre 15 % chez les plus aisés (2 % pauvre et 13 % limite).
- ◆ Les ménages les plus pauvres sont des agriculteurs.
- ◆ L'état général des installations d'eau et l'assainissement est très mauvais avec des implications négatives sur la santé. 45 % des répondants n'ont pas accès à des toilettes décentes, et 85 % n'ont pas de moyens appropriés d'élimination des déchets.
- ◆ Les populations vulnérables en insécurité alimentaire se trouvent principalement dans les zones rurales, dans les régions du Nord-ouest et du Nord-est du Nigéria.
- ◆ Dans toutes les régions et quel que soit le niveau de richesse, la majorité des ménages achètent de la nourriture sur les marchés, mais les ménages ruraux et les ménages les plus pauvres comptent également beaucoup sur leur propre production alimentaire.
- ◆ Les nigérians consomment généralement un régime alimentaire riche en féculents, mais les ménages plus aisés peuvent se permettre une alimentation plus diversifiée et nutritive.

Cette étude se base sur des données collectées en 2010 et 2011 sur un panel de 5 000 ménages issu d'un échantillon de 22 000 ménages représentatif de la population nigériane. Le rapport a été publié en Juillet 2013.

# Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne

Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Burkina Faso, Mali, Nigeria, Niger et Tchad

Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés (CAP) lancés pour 2013 y compris au Mali

Les preneurs de décision humanitaires et de développement sont informés à temps pour prendre les bonnes décisions

Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres

Les besoins humanitaires issus de la crise du Sahel de 2012 et rapportés dans les CAP sont couverts

## Conclusions

- ♦ La campagne agricole commence à s'installer dans la plupart des pays de la région. On note des retards dus à l'irrégularité des pluies dans la plupart des pays. Toutefois, il reste prématurné de faire des prévisions de l'impact de ces retards de pluies sur les rendements agricoles, à ce stade de la campagne et un suivi rapproché des zones affectées est nécessaire.
- ♦ Outre les ménages les plus vulnérables qui souffrent des effets de la crise de 2012 au Sahel, la région reste affectée par des mouvements de populations : au Mali, un retour des personnes déplacées (refugiées et déplacées internes) est en cours, alors qu'au Nigeria les populations fuient l'insécurité au nord-est du pays vers d'autres régions du pays ou vers les pays voisins (Niger et Cameroun). La situation alimentaire de ces personnes nécessite un suivi régulier et une assistance humanitaire le cas échéant.
- ♦ Les perturbations des marchés en général et des hausses des prix en particulier subsistent toujours, en particulier au Niger (prix des céréales sèches élevés), au Burkina Faso (hausse des prix des céréales sèches) et en Guinée Bissau (effondrement des cours de la noix de cajou, principale source de revenus de la majorité des ménages ruraux). Ces variations de prix affectent le pouvoir d'achat des ménages et le suivi de la situation alimentaire et des marchés doit être maintenu.



### Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

[www.wfp.org/food-security](http://www.wfp.org/food-security)

Mme Anne-Claire Mouilliez  
[Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org](mailto:Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org)

M. Cédric Charpentier  
[Cedric.Charpentier@wfp.org](mailto:Cedric.Charpentier@wfp.org)

M. Malick Ndiaye  
[Malick.Ndiaye@wfp.org](mailto:Malick.Ndiaye@wfp.org)

[www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr](http://www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr)  
[www.fao.org/emergencies/fr](http://www.fao.org/emergencies/fr)

M. José Luis Fernandez  
[Joseluis.Fernandez@fao.org](mailto:Joseluis.Fernandez@fao.org)

M. Patrick David  
[Patrick.David@fao.org](mailto:Patrick.David@fao.org)

M. Papa Boubacar Soumaré  
[PapaBoubacar.Soumare@fao.org](mailto:PapaBoubacar.Soumare@fao.org)



### A vos agendas !

> Comité technique du Cadre Harmonisé : du 13 au 15 Août 2013 à Niamey

> Rencontre technique sur l'analysé marchés et la réponse en sécurité alimentaire au Sahel : du 10 au 12 Septembre à Niamey